

ET

TRANSACTIONS

DE LA

Société d'Agriculture du Bas-Canada.

VOL. 2.

MONTREAL, SEPTEMBRE, 1849.

NO. 9.

Il n'est pas possible de se cacher l'état de dépression ou de gêne, où se trouve, dans le Bas-Canada, l'agriculture, ainsi que tout autre art ou négoce; mais il n'est peut-être pas aussi facile de saisir les vraies causes de cet état de dépression. Quant à l'agriculture, il ne peut y avoir de doute que le mal provient principalement de la défectuosité de notre système d'économie rurale, et de la paucité des récoltes de blé, durant les quinze ou quinze dernières années, due aux ravages de la mouche hessoise. Avant l'apparition de cet insecte destructeur, presque tous les cultivateurs avaient du blé à vendre, et plusieurs une grande quantité: depuis 1834 ou 35, cette ressource leur a été presque totalement enlevée, et bien loin d'avoir du blé à vendre, il leur a fallu acheter de la farine pour leur propre consommation. Depuis quelques années, on a recueilli une certaine quantité de blé de la mer Noire; mais ce n'est presque rien, en comparaison de ce qui en était récolté, quand on en pouvait semer d'une qualité supérieure, et presque aussitôt après que la neige avait disparu. Les fermiers regardent la culture du blé de la mer Noire comme un pauvre substitut à celle des espèces plus favorables auxquelles ils étaient habitués, bien qu'ils doivent se trouver heureux d'avoir ce substitut. Si la présente dépression générale n'avait pas d'autre cause, elle s'expliquerait suffisamment par la perte du blé pendant les dernières quatorze années, car nous sommes convaincu que cette perte ne s'est pas montée à moins de huit ou dix millions de

livres, courant, pour le Bas-Canada seul. Si le pays pouvait maintenant recouvrer cette perte, combien y serait différente la position de chaque espèce d'intérêt. Peut-être serait-il difficile de convaincre ceux qui ne sont pas agriculteurs que notre présent état doit être attribué principalement au déficit survenu dans la valeur de nos produits agricoles, depuis quelques années; mais le fait n'en est pas moins certain, et nous pouvons nous convaincre de plus que le pays n'aura jamais à dépenser au-delà de la valeur de ses propres productions, quel qu'en soit le montant. Les plus grands bienfaiteurs du pays seront donc ceux qui lui procureront les moyens d'améliorer et d'augmenter ses productions annuelles. On pourra proposer des plans divers pour améliorer l'état du pays, mais ils seront tous sans résultat utile, s'ils ne sont pas appuyés par une agriculture prospère, comme base de la prospérité générale de la population canadienne: d'où il résulte que le soin et l'attention à donner à l'agriculture doivent passer avant le soin et l'attention à donner à tout autre intérêt. Notre seul but, en faisant ces observations, est d'attirer l'attention sur un sujet qui a été négligé trop longtemps, et nous sommes persuadé que si ce sujet est considéré, ou étudié jusqu'à ce qu'il soit bien compris, on en aura généralement l'idée que nous en avons nous-même. L'agriculture est méprisée parce qu'elle ne paraît pas rapporter assez à ceux qui s'en occupent pour mener un ton ou faire une dépense comparable à ce qui s'est introduit, sous ce rapport, dans nos villes et nos grands